

Questions orales

Quant au Parlement, il n'avait pas approuvé cette erreur, monsieur le Président. Le Parlement n'a pas même discuté de la question de l'Organisation des États américains.

[Traduction]

Dans le même discours, le premier ministre a dit s'inquiéter de ce que 40 millions de personnes d'Amérique latine vivent dans la plus abjecte pauvreté. Il a dit s'inquiéter de ce que la moitié des adultes d'Amérique latine n'aient pas d'emploi permanent et que le taux de mortalité infantile soit à la hausse.

Si le premier ministre s'inquiète tellement de ces questions et de la pauvreté dans le monde, pourquoi a-t-il retranché 46 millions de dollars du programme d'aide alimentaire cette année? Pourquoi réduit-il la quantité d'aliments que le Canada donne aux plus pauvres parmi les pauvres?

M. Mulroney: Monsieur le Président, mon très honorable ami cite le discours de quelqu'un d'autre. Je n'ai jamais prononcé le discours dont il cite des extraits.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Exact. Vous ne dites jamais ces choses-là.

M. Mulroney: Monsieur le Président, à moins que j'aie mal compris, mon très honorable ami me prête des propos que je n'ai jamais tenus. Cela ne veut pas dire que je ne souscris pas en partie à ce qu'il dit, mais je n'ai pas prononcé ces paroles.

Il prétend aussi que la question n'a jamais été étudiée par la Chambre. Selon l'information que j'ai, l'adhésion du Canada à l'OEA a été examinée très activement et très minutieusement par un comité de la Chambre en 1982.

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Il y a sept ans.

M. Mulroney: C'est vrai, monsieur le Président, que sept ans est une éternité en politique. Les libéraux étaient majoritaires. Sauf erreur, ils ont recommandé que le Canada se joigne à l'OEA. Paul Martin père a recommandé l'adhésion il y a 35 ans, et notre gouvernement la réalise.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. A midi aujourd'hui, des milliers de Canadiens sont venus sur la colline parlementaire pour presser le gouvernement d'abandonner son projet de taxe sur les produits et services.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le député a la parole.

M. Harb: Monsieur le Président, de toute évidence, mes collègues entendent ce qu'ils veulent bien entendre. Aujourd'hui, des milliers de Canadiens ont envahi la colline parlementaire pour exhorter le gouvernement à renoncer à la taxe sur les produits et services. Qu'attend donc le gouvernement pour accéder à leur demande et abandonner cette taxe injuste et injustifiable?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je m'en voudrais de contredire le député, mais on m'a avisé que les médias avaient évalué la foule à 300 ou 350 personnes.

Quant aux observations du chef de l'opposition, j'estime qu'il devrait remonter au temps où il était ministre des Finances et nous expliquer quelles étaient ses méthodes de calcul. Les dépenses publiques ont augmenté de 29 p. 100 la dernière année où il était ministre des Finances. Quand les dépenses augmentent à un tel rythme, on peut s'attendre à des hausses d'impôt.

M. Turner (Vancouver Quadra): Avez-vous réalisé un excédent?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député fait encore allusion à son excédent, au budget excédentaire qu'il a déposé la première année où il était ministre des Finances.

M. Turner (Vancouver Quadra): Deux de suite.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le très honorable monsieur veut sans doute parler des excédents dont il a hérité, après quoi notre pays s'est mis à descendre la pente quand il nous a menés d'un déficit à l'autre.

M. Harb: Monsieur le Président, ce serait plutôt la suffisance du gouvernement actuel qui ne tient pas compte de l'opinion de millions de Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Quatre-vingts p. 100 des Canadiens s'opposent à cette taxe sur les produits et services.